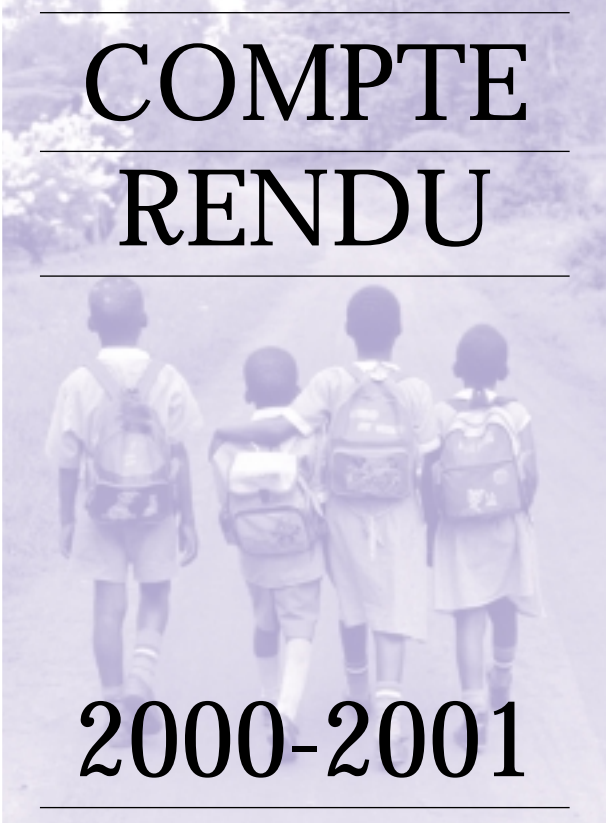

COMPTE RENDU



2000-2001



Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
Centre de recherche Innocenti
Florence - Italie

COMPTE RENDU 2000-2001

Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, situé à Florence, Italie, a été créé en 1988 pour renforcer le potentiel de recherche du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et soutenir son engagement en faveur des enfants du monde entier. Le Centre (connu officiellement sous le nom de Centre international pour le développement de l'enfant) contribue à déterminer et à approfondir les domaines d'activité de l'UNICEF présents et à venir. Ses principaux objectifs consistent à améliorer la compréhension internationale des questions liées aux droits des enfants et à faciliter la pleine application de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement.

Le Centre collabore avec l'Istituto degli Innocenti, son institution d'accueil à Florence, dans des domaines spécifiques des droits de l'enfant.

Le travail du Centre est financé essentiellement par le gouvernement italien, et certains projets particuliers bénéficient également du soutien financier d'autres gouvernements, d'institutions internationales et de sources privées, y compris des comités nationaux pour l'UNICEF.

Le présent compte rendu annuel offre un bref aperçu des activités actuelles du Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF, ainsi que du travail accompli en 2000. Pour plus de détails veuillez consulter le site Internet du Centre : www.unicef-icdc.org ou prendre contact avec le personnel du Centre par courrier électronique.

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF
Piazza SS. Annunziata 12
50122 Florence, Italie

Téléphone : +39 055 20330
Télécopie : +39 055 244 817
E-mail (informations générales) : florence@unicef.org
E-mail (commandes de publications) : florence.orders@unicef.org

Site Internet : www.unicef-icdc.org

Couverture, projet graphique de Miller, Craig & Cocking, Oxfordshire - UK

Mise en page et photolytho : Bernard & Co, Siena - Italie

Photo de couverture : UNICEF/H-Q99-0301/Giacomo Pirozzi. Quatre enfants en uniforme scolaire, sac au dos, sur le chemin de terre qui conduit à l'école dans la ville de Mpigi à 45km all'ouest de la capitale Kampala.

Imprimé par Giuntina, Firenze - Italie

Août 2001

INDEX

1. VUE D'ENSEMBLE	5
2. LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	7
3. LES PAYS INDUSTRIALISES	9
4. PROBLEMES MONDIAUX RELATIFS AUX DROITS DES ENFANTS	12
5. FAIRE PASSER LE MESSAGE	20
6. QUI EST QUI AU CENTRE DE RECHERCHE INNOCENTI	21

1. VUE D'ENSEMBLE

Le Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF s'emploie à :

- définir des domaines relativement nouveaux pour l'UNICEF susceptibles d'être importants pour son travail à venir ;
- mettre l'accent sur les statistiques et les domaines éventuellement sensibles voire controversés ;
- combler les lacunes de connaissances dans des domaines d'activité actuels de l'UNICEF.

Un unique concept fondamental recouvre ces trois critères : les droits de l'enfant.

La Convention des Nations Unies de 1989 relative aux droits de l'enfant commande chacun des aspects du travail du Centre et de l'UNICEF (le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance) dans son ensemble. De par ses recherches le Centre a été le moteur de l'évolution de l'UNICEF, ces dix dernières années, en faveur d'une approche basée sur les droits, évaluant la réalité vécue par les enfants par rapport aux normes requises par la Convention.

En 2000, comme lors des années précédentes, le Centre a travaillé en collaboration avec les bureaux et les comités nationaux de l'UNICEF, les gouvernements, les organisations non gouvernementales, les universités, les chercheurs et autres afin d'échanger connaissances, idées et expériences. Et, comme toujours, il a conservé son indépendance intellectuelle pour se concentrer sur des recherches innovatrices, orientées vers l'action.

L'année 2000 a été marquée entre autres par des activités de collaboration avec les bureaux régionaux de l'UNICEF dans le monde entier, y compris le lancement de *Young People in Changing Societies* (Les jeunes dans les sociétés en mutation) et la mise au point d'un 'Guide à la discussion' relatif aux droits des jeunes, en partenariat avec le Bureau régional pour l'Europe centrale et orientale, la Communauté des Etats indépendants et les Etats baltes. Le Centre a intensément collaboré avec le Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord dans le cadre du Programme méditerranéen en faveur des droits de l'enfant. Il a renforcé ses liens avec le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique occidentale et centrale par le biais d'une recherche commune sur la traite des enfants, ainsi qu'avec le bureau national indien à travers des recherches sur le financement de l'éducation de base. Le Centre a également coopéré avec le bureau régional pour l'Afrique de l'Est et du Sud dans le cadre de la recherche relative au VIH/SIDA, et avec le Bureau régional de l'UNICEF

pour l'Asie orientale et le Pacifique et UNICEF Indonésie pour mettre au point la recherche concernant l'impact sur les enfants de la crise économique en Asie orientale.

L'année 2000 a également vu le lancement des Bilans Innocenti sur la situation des enfants dans les pays industrialisés, une série de consultations de spécialistes sur des thèmes qui seront traités par les Digests Innocenti, et l'établissement au Centre d'un Secrétariat international pensé en fonction des enfants ainsi que la création d'un Projet inter-institutions sur le travail des enfants. Le Centre a travaillé tout au long de l'année en collaboration étroite avec son institution d'accueil, l'*Istituto degli Innocenti*, et les bibliothèques des deux instituts sont en train de fusionner pour créer un unique centre européen de ressources sur les droits de l'enfant.

Le Centre, comme le reste de l'UNICEF, se prépare à la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les enfants, qui se déroulera à New York en septembre 2001 et examinera les progrès réalisés pour les enfants depuis le Sommet mondial pour l'enfance de 1990. Les recherches effectuées par le Centre alimenteront les travaux de cette réunion cruciale avec, par exemple, des informations sur la mondialisation et le VIH/SIDA, ainsi qu'un nouveau rapport sur la participation des enfants au processus décisionnel.

En 2000, comme d'habitude, le Centre a reçu un soutien important de la part du gouvernement italien qui a augmenté sa contribution annuelle. D'autres donateurs, notamment les gouvernements finlandais, norvégien et suédois, la Banque mondiale, et divers bureaux et comités nationaux de l'UNICEF, en particulier ceux d'Australie, d'Allemagne, et d'Espagne, ont subventionné des activités spécifiques. Toutefois le Centre est confronté à un manque de fonds en ce qui concerne un certain nombre de programmes en cours. Durant les mois à venir il emploiera tous ses efforts à trouver de nouvelles ressources pour financer ses activités fondamentales.

Mehr Khan, directrice du Centre, a quitté ses fonctions en novembre 2000 pour devenir directrice du bureau de l'UNICEF pour la région Asie orientale et Pacifique. La directrice générale de l'UNICEF a demandé à Stephen H. Umemoto, depuis peu en retraite après plus de 30 ans de service en Asie, d'assumer le poste de directeur intérimaire. En juillet 2001, Marta Santos Pais, ex-directrice du secteur Evaluation, politiques et planification à l'administration centrale de l'UNICEF à New York, est devenue directrice du Centre. Avec ses nombreuses années d'expérience dans le domaine des droits des enfants, y compris son activité de rapporteur devant le comité des Nations Unies pour les droits de l'enfant, Mme Santos Pais apportera sans nul doute une précieuse contribution au travail du Centre en faveur des enfants.

2. LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

Des services de base pour tous ?

Contacter : **Santosh Mehrotra** : smehrotra@unicef.org

Des services de base pour tous ?, publié en avril 2000, se penche sur le décalage de 80 milliards de dollars par an entre ce qui est dépensé et ce qui devrait l'être pour garantir des services de base à tous les enfants. S'appuyant sur des recherches en provenance de 30 pays en développement, le rapport indique le coût humain de ce décalage en termes de vies perdues, d'enfants non scolarisés, de millions d'entre eux sous-alimentés, et de milliards d'entre eux privés d'eau salubre. Il propose un Programme d'action en dix points : des mesures requises d'urgence pour combler l'écart de 80 milliards de dollars et améliorer l'efficacité et l'équité des dépenses publiques et de l'AOD relatives aux services de base. *Des services de base pour tous ?* a été publié en anglais, en français et en espagnol.

Financer l'éducation de base.

Contacter : **Santosh Mehrotra** : smehrotra@unicef.org

Un pays - l'Inde - fournit 40% du personnel hautement qualifié de la Silicon Valley de Californie. En même temps il compte un tiers des personnes analphabètes dans le monde. Le Centre collabore avec le bureau national indien de l'UNICEF et avec les plus grands économistes indiens spécialistes de l'éducation pour examiner le système éducatif du pays et ouvrir un débat élargi sur le financement de l'éducation de base. Le financement public de la part des Etats est-il efficace et équitable ? Le secteur privé complète-t-il ou remplace-t-il les écoles publiques ? Quel est, par exemple, le coût réel de fréquentation des écoles indiennes dites 'gratuites' ? Que peut-on faire pour garantir que la fréquentation de celles-ci n'entraîne réellement aucune dépense pour les familles pauvres ? En 2000 des enquêtes ont été menées dans huit Etats indiens qui comptent le plus d'enfants non scolarisés. En 2001 les résultats serviront à établir un dialogue avec le gouvernement indien sur le financement de l'éducation de base, une question qui intéresse de nombreux autres pays. Deux Documents de travail Innocenti (Innocenti Working Paper) et un livre sont prévus pour 2001.

Les bonnes pratiques des pays 'grands performants'

Contacter : **Santosh Mehrotra** : smehrotra@unicef.org

Le Document de travail *Intégrer les politiques économiques et sociales : les bonnes pratiques des pays grands performants* a été publié en octobre 2000. Il

examine les succès obtenus par dix pays 'grands performants' qui ont réalisé en faveur des enfants des progrès largement supérieurs aux attentes compte tenu de leur richesse nationale, et qui constituent pour les autres pays des exemples en matière de politique sociale. Basé sur des études appuyées par l'UNICEF dans ces dix pays, le document met l'accent sur les politiques efficaces, telles que la priorité accordée au financement de l'éducation de base et des soins de santé primaire, politiques qui peuvent être mises en œuvre ailleurs.

Le travail à domicile en Asie du Sud et de l'Est

Contacteur : **Santosh Mehrotra** : smehrotra@unicef.org

Si les données sur le travail des enfants sont limitées, celles sur le travail des enfants à domicile (home-based work : HBW) sont pratiquement inexistantes. Le projet du centre sur l'externalisation de la fabrication des produits vise à remédier au manque d'informations à cet égard. En 2001 des enquêtes nationales ont été menées en Inde, en Indonésie, au Pakistan, aux Philippines et en Thaïlande. Trois secteurs d'emploi ont été analysés dans chacun des cinq pays, dont une industrie d'exportation. Un atelier international se tiendra en 2001 pour discuter des résultats. Un Document de travail Innocenti est prévu pour la même année.

Indonésie : la crise économique en Asie orientale

Contacteur : **Santosh Mehrotra** : smehrotra@unicef.org

La crise économique qui a marqué la fin des années 90 en Asie orientale a durement frappé l'Indonésie. De 1997 à 1998 le nombre d'Indonésiens vivant dans la misère a pratiquement doublé. Les 20 millions de nouveaux pauvres indonésiens – ceux qui gagnent 1\$ par jour ou moins – représentent la population d'un pays de dimension moyenne. En collaboration avec le bureau national de l'UNICEF pour l'Indonésie et grâce au financement du comité national australien de l'UNICEF, le Centre s'est penché sur l'aspect humain de la Krisis Moneter, ou Krismon, en Indonésie. Trois études détaillées ont été produites en 2000 : un examen du point de vue des familles concernées à l'égard du développement, les résultats des recherches menées dans 100 villages indonésiens, et une analyse du programme de bourses scolaires.

Les principaux points des trois études ont été résumés dans une publication, *Beyond Krismon*, lancée en mars 2000, dans laquelle apparaît que 6 millions des 23 millions d'enfants indonésiens de moins de 5 ans, à savoir plus d'un quart d'entre eux, souffrent de malnutrition. Plus de six millions d'enfants âgés de 6 à 15 ans ne vont pas à l'école. Le rapport souligne que le redressement économique ne suffira pas à résoudre ces problèmes et que davantage d'efforts sont nécessaires pour étendre les filets de sécurité pour les enfants.

3. LES PAYS INDUSTRIALISÉS

Le bien-être de l'enfant dans les pays de l'OCDE

Contacteur : **John Micklewright** : jmicklewright@unicef.org

Le Centre a lancé en juin 2000 sa nouvelle série de Bilans Innocenti sur les différences relatives au bien-être de l'enfant dans les pays de l'OCDE, avec un *Classement de la pauvreté des enfants parmi les nations riches*. Les Bilans reflètent la mission de l'UNICEF de plaider pour les enfants aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres, et sont financés par les comités nationaux de l'UNICEF en Allemagne et en Espagne. Ils se distinguent par la combinaison de recherches quantitatives rigoureuses répondant à des normes académiques élevées et de vulgarisation efficace de ces recherches. La recherche de fond de ces Bilans est souvent publiée dans la série des Documents de travail Innocenti.

Un classement de la pauvreté des enfants révèle qu'un enfant sur six dans le monde riche est pauvre, ce qui fait en tout 47 millions d'enfants. Le rapport fournit les estimations les plus complètes établies jusqu'à ce jour sur la pauvreté des enfants dans les pays de l'OCDE. Il relève de grandes disparités dans les taux de pauvreté des enfants entre des pays de développement économique semblable, s'interroge sur les causes du phénomène et appelle à un engagement renouvelé pour mettre fin à la pauvreté des enfants dans ces pays riches. Les comités nationaux de l'UNICEF ont fait en sorte que les médias accordent un vaste écho au Bilan, en particulier au Canada, en Allemagne, en Irlande, en Italie, au Portugal, en Espagne et au Royaume-Uni.

Le deuxième Bilan, *A League Table of Child Deaths by Injury* (Un classement des enfants décédés à la suite de blessures), publié en février 2001, a révélé que les blessures constituent la principale cause de décès chez les enfants dans tous les pays industrialisés, étant à l'origine de presque 40% des décès au sein du groupe d'âge de 1 à 14 ans. Il faut donc consacrer davantage d'attention à la sécurité des enfants afin de réduire ces décès évitables.

Le troisième Bilan, *A League Table of Teenage Births* (Un classement des grossesses adolescentes dans les pays riches), sera présenté en octobre 2001. Au moins 1,25 million d'adolescentes sont enceintes chaque année dans les 28 pays de l'OCDE examinés par le Bulletin, lequel étudie les raisons des taux de natalité, tant élevés que bas, chez les adolescentes et envisage des solutions pratiques.

La série des Bilans est née de recherches antérieures menées par le Centre sur le bien-être de l'enfant dans les pays de l'OCDE, en particulier sur la pauvreté infantile. En juin 2001 le Centre a publié, conjointement avec la Cambridge University Press, une étude importante qui résume ce travail précé-

dent : *The Dynamics of Child Poverty in the Industrialised Countries* (La dynamique de la pauvreté infantile dans les pays industrialisés). Le livre analyse la vitesse à laquelle les enfants sont réduits à la pauvreté ou s'en libèrent, comparant plusieurs pays industrialisés tels que l'Allemagne, l'Irlande, la Hongrie, l'Espagne, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et un pays n'appartenant pas à l'OCDE, la Russie.

L'élargissement de l'Union européenne

Contacteur : **John Micklewright** : jmicklewright@unicef.org

Dix pays de l'Europe centrale et orientale demanderont à entrer dans l'Union européenne au cours des dix prochaines années. Le Document de travail, *Child well-being in the EU and Enlargement to the East* (le bien-être des enfants dans l'UE et l'élargissement à l'Est), publié en février 2000, analyse les différences de niveau de bien-être des enfants dans ces pays et dans ceux actuellement membres de l'UE. Le document examine trois aspects du bien-être des enfants dans chaque pays – la prospérité économique, la santé et l'éducation – et relève l'importance accordée aux droits économiques, sociaux et culturels dans les 'Critères de Copenhague' fixés pour l'adhésion à l'UE. Le document invite à davantage d'ouverture dans l'évaluation des niveaux de vie et de la cohésion économique et sociale. Ce travail s'appuie sur une étude précédente menée par le Centre pour établir si les différences de niveau de bien-être des enfants dans les Etats membres étaient convergentes dans l'Union européenne. Cette étude a été publiée sous forme de livre, en collaboration avec *The Policy Press*, UK, sous le titre *The Welfare of Europe's Children* (Le bien-être des enfants d'Europe) en mars 2000.

Le projet MONEE

Contacteur : **Gaspar Fajth** : gajth@unicef.org

Le projet MONEE du Centre suit l'impact humain de la transition en Europe centrale et orientale et dans la Communauté des Etats indépendants depuis 1992. Financé par le gouvernement italien, la Banque mondiale et le bureau régional de l'UNICEF pour l'ECO/CEI et les Etats baltes, le projet a pour but de garantir que les enfants ne soient pas oubliés dans la course à la liberté économique et politique. Le projet comprend un Rapport de suivi régional annuel, la base de données TransMONEE, et contribue à la série des Documents de travail Innocenti.

Le septième Rapport de suivi régional, *Les jeunes dans des sociétés en mutation*, a été publié en novembre 2000 et constitue la première évaluation complète de la situation des 65 millions de jeunes de 15 à 24 ans dans la région. Le Rapport constate que le progrès en faveur des jeunes suit le progrès au sein

de la transition et réciproquement, mais que de nouvelles libertés signifient des risques nouveaux, notamment le chômage, la drogue et davantage d'inégalité. Le Rapport invite à amplifier le dialogue avec les jeunes afin de promouvoir des politiques pensées en fonction d'eux, et présente les points de vue de jeunes en provenance de six pays. Le Rapport intégral a été publié en anglais et en russe, tandis qu'un résumé a été produit en anglais, en russe et en italien.

Le rapport a été présenté dans plus de 20 pays, parmi lesquels la Finlande, la Géorgie, l'Allemagne, le Kirghizistan, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Russie, l'Espagne, la Suède, l'Ukraine et l'Ouzbékistan, et une présentation internationale a eu lieu en Suisse en présence de la directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy.

Les résultats du rapport sont transmis aux jeunes par le biais d'un *Young People in Changing Societies: Discussion Guide* (Guide à la discussion pour les jeunes) exposant les thèmes principaux dans un langage accessible, écrit en collaboration avec l'Organisation mondiale des mouvements scouts et le bureau régional de l'UNICEF pour l'ECO/CEI et les Etats baltes, lancé en juillet 2001.

Le huitième Rapport de suivi régional, *A Decade of Transition* (Dix ans de transition), prévu pour novembre 2001, analyse la situation des années 1990, mettant l'accent sur la pauvreté, la santé et l'éducation, et la condition des enfants confiés à l'assistance publique, question déjà approfondie dans le quatrième Rapport du projet MONEE et à nouveau d'une brûlante actualité dans la région. Le huitième rapport veut ramener l'attention sur les objectifs premiers de la transition : l'augmentation du niveau de vie pour chacun et le développement de sociétés démocratiques à visage humain.

La base de données TransMONEE continue à fournir un service unique en son genre, avec des données exhaustives sur les tendances sociales et économiques de 27 pays rassemblées lors de la préparation des Rapports de suivi régionaux. La base de données peut être téléchargée à partir du site Internet du Centre.

4. PROBLEMES MONDIAUX RELATIFS AUX DROITS DES ENFANTS

Des villes amies des enfants

Contacter : **Eliana Riggio** : eriggio@unicef.org

Le Secrétariat international des villes amies des enfants est maintenant solidement implanté au Centre. Il fait office de catalyseur pour le Projet mondial des villes amies des enfants (*Child Friendly Cities Initiative* : CFCI) lancé en 1996, et met ses ressources au service des administrations nationales et municipales, des ONG, des autres institutions de développement, des spécialistes, des groupes d'enfants et des bureaux de l'UNICEF désireux de rendre leurs villes accueillantes pour les enfants. Il promeut la coopération entre les administrations municipales et les communautés (y compris les enfants) ainsi que l'établissement de réseaux de municipalités qui s'emploient à faire respecter les droits des enfants et des femmes.

Ses trois activités principales sont la recherche, l'information et la mise en réseau. Le Secrétariat est en train de créer une base de données comprenant des exemples de pratiques exemplaires et de leçons apprises sur le terrain. Les données originelles sont rassemblées et traitées à la suite de recherches sur le terrain dans des pays industrialisés et des pays en développement et un site Internet est en train d'être établi, contenant des données et des ressources pour développer des programmes. Des matériels d'information ont été produits pour faire connaître le projet à travers les forums internationaux, les partenaires adhérant au projet et les municipalités. Le gouvernement italien a fourni des fonds importants pour la phase initiale du projet prévue pour trois ans (2000-2002). D'autres donateurs seront contactés pour la période successive.

La participation des enfants

Contacter : **Nigel Cantwell** : ncantwell@unicef.org

Un Insight Innocenti sur la participation des enfants, *Promouvoir la participation des enfants au processus décisionnel démocratique*, a été achevé en décembre 2000. Écrit par Gerison Lansdown, pionnière dans le domaine de la participation des enfants, l'Insight a eu un impact réel lors d'un certain nombre de manifestations et de réunions préparatoires à la Session spéciale, et il est très demandé. Il comprend des directives claires pour associer des enfants et des jeunes à une initiative, ainsi que des listes récapitulatives concernant leur participation à des conférences ou autres manifestations. Par exemple les organisateurs doivent savoir clairement pourquoi ils veulent faire participer

les enfants à la manifestation. Quel sera le rôle des enfants ? Participeront-ils au processus de planification ? Comment seront-ils préparés ? Tout en soulignant que rien ne peut garantir une participation réussie des enfants, Gerison Lansdown énonce quelques principes généraux, notamment l'importance de cibles et objectifs précis précédemment convenus avec les enfants ainsi que d'une honnêteté absolue de la part des adultes concernés, la nécessité de disposer des ressources et du temps appropriés, et met en garde contre le danger de sous-estimer les capacités des enfants.

Les droits des enfants : thésaurus, glossaire et bibliographie

Contacteur : **Nigel Cantwell** : ncantwell@unicef.org

Trois instruments de référence sur les droits des enfants ont été produits par le Centre en 2000. Le thésaurus fournit un langage maîtrisé qui permet la recherche et l'échange d'informations précises sur les droits des enfants. Il peut être utilisé parallèlement au glossaire qui donne un indicatif détaillé de la terminologie spécialisée se rapportant aux droits des enfants et à la Convention relative aux droits des enfants. La bibliographie aide à établir une bibliothèque fondamentale de référence sur les droits des enfants. Ces trois publications sont disponibles en anglais, en français et en espagnol.

Le trafic d'enfants en Afrique occidentale et centrale

Contacteur : **Roberto Benes** : rbenes@unicef.org

Les vicissitudes du groupe d'enfants supposés embarqués sur un 'navire d'esclaves' au large de la côte d'Afrique occidentale en mai 2001, a attiré l'attention mondiale sur la situation des 200.000 enfants qu'on estime victimes des réseaux de trafic d'enfants dans la région. Le projet du Centre sur le trafic d'enfants en Afrique occidentale et centrale étudie cette question depuis le début de 2000 et vise à renforcer les capacités de réponse de l'UNICEF dans huit pays, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Mali, le Nigeria et le Togo. Il relève d'une collaboration étroite entre le Centre, le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique occidentale et centrale et les huit bureaux nationaux de l'UNICEF.

Il étudie les tendances et les solutions politiques au trafic d'enfants, s'emploie à identifier les principaux acteurs pouvant intervenir sur la question au niveau institutionnel et élabore des recommandations pour améliorer l'intégration et la coordination. On a développé la recherche sur le terrain dans chacun des huit pays participants et on est en train de créer un site Internet. Les informations recueillies à ce jour sont actuellement diffusées pour permettre aux bureaux nationaux de l'UNICEF et à d'autres institutions des Nations Unies comme l'Organisation internationale du travail et l'Organisation internationa-

le pour les migrations ainsi qu'aux gouvernements et aux ONG de se livrer à une analyse comparative. Ce projet est susceptible d'être repris en Asie du Sud et de l'Est.

Restitution d'expériences dans les pays en situation d'urgence

Contacter : **Nigel Cantwell** : ncantwell@unicef.org

Les représentants de l'UNICEF en provenance de cinq pays en situation d'urgence ont participé à la première Session Innocenti de restitution d'expérience en mai 2000, laquelle a permis à chacun de discuter de son travail avec des collègues en butte aux mêmes circonstances et de formuler des suggestions pour les programmes d'urgence et d'aide humanitaire de l'UNICEF. La réunion relevait de la démarche du Centre visant à organiser un programme systématique de 'leçons apprises' et était financée par le gouvernement britannique dans le cadre de sa contribution à l'UNICEF pour la mise en valeur des potentialités dans les opérations d'urgence.

La mondialisation au service des enfants

Contacter : **Giovanni Andrea Cornia** : gacornia@unicef.org

Cette étude globale, menée en collaboration avec l'administration centrale de l'UNICEF à New York, constituera également une contribution à la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur les enfants en septembre 2001. Elle examine les impacts positifs et négatifs de la mondialisation sur les enfants, et définit des politiques qui fassent profiter les enfants de la mondialisation. Jusqu'ici la recherche sur l'impact social de la mondialisation n'a pas été axée sur les enfants ou sur les mesures politiques nécessaires pour les protéger d'éventuels effets négatifs. L'étude de l'UNICEF entend combler cette lacune et constitue une priorité générale. Elle se penchera sur les changements survenus dans le bien-être des enfants au cours des 20 dernières années à travers l'analyse des modifications des indicateurs relatifs aux conditions de vie des enfants, l'observation des effets des forces globales telles que la libéralisation financière et le transfert des technologies, et l'examen de politiques destinées à mettre la mondialisation au service des enfants. En 2000 divers documents de recherche ont été remis par de nombreux spécialistes éminents de la sphère académique tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Plusieurs documents de travail sont prévus qui aborderont des thèmes tels que, par exemple, 'Changements politiques mondiaux, croissance, distribution des revenus et pauvreté infantile', 'La mondialisation et l'application de la CDE', et 'Mondialisation et travail des enfants'. Une publication plus complète, comprenant de nombreuses contributions de spécialistes, sera disponible vers la fin de 2001.

VIH/SIDA

Contacteur : **Giovanni Andrea Cornia** : gacornia@unicef.org

Ce projet, axé sur les aspects économiques, sociaux et politiques de l'épidémie de VIH/SIDA, reconnaît qu'il est nécessaire, pour protéger les enfants, de comprendre les répercussions du VIH/SIDA et des politiques qui fonctionnent. Le projet vise à définir de nouveaux programmes et politiques, à produire des résultats basés sur la recherche et à lutter pour obtenir des réponses politiques efficaces.

Neuf études de cas nationales ont commencé en 2000, dont six en Afrique sub-saharienne et trois en Asie. Quatre études sectorielles ont également été entreprises, sur la santé, l'éducation, la condition des orphelins et la pauvreté. Le projet évaluera l'impact à long terme du VIH/SIDA sur les enfants en examinant deux par deux des pays connaissant le même niveau de développement ayant fait l'expérience de tendances différentes en matière de VIH/SIDA. Il étudiera les pratiques exemplaires et proposera des mesures supplémentaires en faveur du bien-être des enfants face au VIH/SIDA pour les deux prochaines décennies. Les résultats seront présentés à la Session spéciale de l'Assemblée des Nations Unies sur les enfants en septembre 2001. Le projet est en partie financé par les bureaux nationaux de l'UNICEF ainsi que par le bureau régional de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Est et du Sud et par le gouvernement italien.

Les Digests Innocenti

Contacteur : **Maryam Farzanegan** : mfarzanegan@unicef.org

En mai 2000 le Digest *La violence domestique à l'égard des femmes et des filles* a abordé cette question controversée par une approche interdisciplinaire comprenant la santé, l'éducation et la protection juridique. Il a attiré l'attention sur la violence domestique en tant que question relevant des droits humains : une des formes de violence les plus répandues et les plus méconnues contre les femmes et les filles. Il a souligné l'universalité de la violence domestique que l'on trouve dans tous les pays, et insisté sur la nécessité de réponses politiques efficaces, de l'application des législations existantes, et d'un plus grand sens de leurs responsabilités de la part des gouvernements. Le Digest a été publié en quatre langues : anglais, français, espagnol et italien.

Parmi les points forts de la couverture médiatique citons la parution dans le New York Times d'une interview de la directrice générale de l'UNICEF, Carol Bellamy, ainsi que la présentation de comptes rendus de la part d'ABC News, de CNN International, de la BBC et de nombreux autres canaux de diffusion dans les pays en développement.

Les intenses opérations d'information au bénéfice des médias italiens se sont traduites par des émissions de la part de la majorité des radios et télévisions natio-

nales ainsi que par des articles dans quinze journaux au moins, dont certains en première page du *Corriere della Sera*, de *l'Unità*, de *Liberazione* et du *Tempo*.

Le Digest *Le mariage précoce*, publié en mars 2001, expose les conséquences à long terme des mariages contractés trop tôt dans l'existence. Alors que la question du mariage précoce a fait l'objet de recherches approfondies quant aux effets sur la santé et l'éducation, elle est examinée par ce Digest en tant que violation des droits humains.

Une mise à jour du tout premier Digest publié par le Centre en 1997, *Ombuduswork for Children* (Des médiateurs pour les enfants) a été publiée en juillet 2001. Un Digest sur *L'enregistrement des naissances* est également en cours de préparation. Parmi les questions qui seront traitées prochainement figurent *Les enfants handicapés* et *Les enfants dans les zones urbaines pauvres*. Les Digests Innocenti reçoivent des fonds des comités nationaux de l'UNICEF pour l'Allemagne et l'Espagne.

L'adoption internationale

Contacteur : **Nigel Cantwell** : ncantwell@unicef.org

Le Centre a représenté l'UNICEF en novembre 2000 lors d'une Commission spéciale de quatre jours réunie à La Haye pour examiner pour la première fois le fonctionnement pratique de la Convention de La Haye de 1993 sur l'adoption internationale. Le délégué du Centre a notamment présenté, au nom de l'organisation, une vigoureuse proposition demandant que la Commission spéciale prenne position sur le cas particulièrement inquiétant des adoptions internationales à partir du Guatemala. Les discussions ont révélé le haut degré de préoccupation de la grande majorité des Etats contractants sur la question. Suite à l'initiative du Centre, la Commission a approuvé une démarche auprès des autorités guatémaltèques, et adopté une recommandation invitant les Etats contractants à appliquer les principes contenus dans la Convention de La Haye également dans le cadre de leurs relations avec des Etats non contractants.

La justice pour mineurs

Contacteur : **Nigel Cantwell** : ncantwell@unicef.org

En 2000 le Centre a poursuivi son travail sur la justice pour mineurs avec la préparation d'un document d'orientation destiné à servir de base aux politiques et stratégies de l'UNICEF en la matière. Le Centre a également lancé un projet d'étude des problèmes particuliers affrontés par la justice pour mineurs dans les situations de conflit et de post-conflit. Le projet comprendra l'analyse de plusieurs études de cas se rapportant à des pays reflétant diverses situations de ce genre, du Kosovo et du Timor oriental au Cambodge et à la Sierra Leone, ainsi que la préparation d'un document qui aide les agents à définir et à affronter les besoins des enfants dans de telles circonstances.

L'Initiative méditerranéenne pour les droits des enfants

Contacteur : **Bernadette Abegglen** : babegglen@unicef.org

L'Initiative méditerranéenne pour les droits des enfants (MEDIN) vise à développer des méthodes d'identification et d'analyse des problèmes relatifs aux droits des enfants dans neuf pays (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Lybie, Maroc, Syrie, Tunisie et Cisjordanie et Bande de Gaza) et à promouvoir des initiatives au niveau politique pour affronter ces problèmes. Le projet MEDIN, auquel collaborent le Centre, le bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et les bureaux nationaux de l'UNICEF des pays concernés, se concentre sur quatre domaines principaux :

- la petite enfance : survie, croissance et développement des jeunes enfants ;
- l'éducation de base : obstacles à l'accès universel ;
- l'adolescence : droits des jeunes à la santé, au développement et à la participation ;
- la protection : violences, abus, exploitation et discrimination dont sont victimes les enfants.

Le projet examine également les lacunes de données qui empêchent de dresser un tableau complet de la situation des droits des enfants dans ces neuf pays.

La première phase du projet visait à définir les problèmes et à instaurer des alliances, présentant un rapport sur les éléments-clés d'un nouveau programme en faveur des enfants dans les neuf pays, une base de données préliminaire sub-régionale sur les droits des enfants (MEDINFO) et des propositions pour répondre aux nécessités prioritaires des enfants. Un Comité de direction technique, composé de chercheurs et de statisticiens des neuf pays, a également été créé.

La deuxième phase s'emploie à réaliser les propositions en collaboration avec les homologues nationaux et régionaux, ainsi qu'à combler les lacunes de données au niveau sub-régional. Le projet a été globalement financé par le gouvernement italien, mais des fonds supplémentaires sont nécessaires pour la deuxième phase.

Comprendre le travail des enfants

Contacteur : **Furio Rosati** : frosati@unicef.org

Le manque de données empêche de contrôler et d'affronter la question du travail des enfants. Le projet de recherche interinstitutionnel, *Développer de nouvelles stratégies pour comprendre le travail des enfants et ses retombées* (*Developing New Strategies for Understanding Children's Work and its impact* : Projet UCW) est né des recommandations énoncées dans le Programme d'action adopté lors de la Conférence internationale sur le travail des enfants tenue à Oslo en 1997. Le projet entend poursuivre des recherches

approfondies sur le travail des enfants, améliorer le recueil et l'analyse des données, renforcer au niveau local et national le potentiel de recueil de données et de recherche sur le travail des enfants et améliorer l'évaluation des interventions réalisées dans ce domaine. Il vise également à éviter la répétition des tâches au sein des trois institutions collaborant au projet, à savoir l'Organisation internationale du travail, l'UNICEF et la Banque mondiale. Il définira en outre les principales lacunes d'information affectant les données sur le travail des enfants et suggérera des mesures pour les combler.

Au cours des premiers six mois d'activité l'équipe du projet a établi une série de bases de données sur le travail des enfants dont une base complète des enquêtes qui rassemblent des informations sur le sujet. Des indicateurs statistiques ont été développés pour une quarantaine de pays sélectionnés à la suite d'une évaluation des informations contenues dans la base de données des enquêtes. Une bibliographie sélective sur les questions se rapportant au travail des enfants a été compilée et sera régulièrement mise à jour. Ces bases de données, disponibles sur le site Internet du projet (www.ucw-project.org), sont accessibles au public depuis juin 2001.

L'équipe du projet a également lancé une série d'enquêtes-pilotes qui étudient les liens entre le travail des enfants et la pauvreté, le rapport entre le travail des enfants et les résultats scolaires et les effets du travail sur la santé des enfants. Elle a effectué en outre une comparaison des divers instruments de recherche actuellement disponibles pour prendre la mesure du travail des enfants.

Pour renforcer la mise en valeur du potentiel au niveau local, le projet développera un module de formation axé sur l'économie du travail des enfants et sur l'élaboration d'indicateurs statistiques pour contrôler la situation à cet égard. Le projet UCW est également en train de dresser une carte des initiatives lancées par l'OIT, l'UNICEF et la Banque mondiale afin de réduire ou d'éliminer les facteurs qui contribuent à la diffusion du phénomène. L'objectif est d'établir un cadre complet des interventions et des instruments actuellement utilisés pour contrôler et réduire le travail des enfants. Toutes les informations utiles concernant ces activités et une partie des résultats seront disponibles sur le site Internet du projet.

A ce jour le projet a été financé par les gouvernements finlandais, norvégien et suédois.

Les enfants touchés par la guerre

Contacteur : **Nigel Cantwell** : ncantwell@unicef.org

La présentation de l'Insight Innocenti *The Two Faces of Education in Ethnic Conflict* (Les deux faces de l'éducation dans les conflits ethniques) par Kenneth Bush et Diana Saltarelli, a volontairement coïncidé avec la Conféren-

ce internationale de Winnipeg sur les enfants touchés par la guerre en septembre 2000. L'Insight récuse l'affirmation selon laquelle l'éducation est toujours une force positive, et démontre comment elle peut être détournée pour creuser un fossé entre les hommes. Il analyse le rôle croissant de l'appartenance ethnique dans les conflits armés et décrit les aspects négatifs et positifs de l'éducation dans de telles situations, tels que la privation d'éducation utilisée comme une arme de guerre ou au contraire la diffusion d'une conception ouverte de la citoyenneté. L'Insight invite à dispenser une éducation porteuse de paix.

5. FAIRE PASSER LE MESSAGE

Contacter : **Patrick McCormick** : pmccormick@unicef.org

Les relations avec les médias

En collaboration avec les collègues de l'UNICEF du monde entier, en 2000 l'équipe de la communication a obtenu une plus grande couverture médiatique pour de nombreuses publications du Centre, notamment les deux premiers Bilans et les Digests *La violence domestique à l'égard des femmes et des filles* et *Le mariage précoce*. Tout en s'employant à garantir une couverture maximum au niveau mondial, elle a accordé un traitement particulier aux médias italiens, renforçant les contacts personnels avec les principaux journalistes et reporters et organisant des réunions d'information pour la presse à Milan et à Rome.

Les publications

L'externalisation de la distribution des publications est devenue effective au début de 2001. La désignation d'un service professionnel extérieur chargé de s'occuper de la diffusion mondiale se traduit par une distribution des publications plus efficace et plus rentable. Cela s'insère dans le cadre d'un remaniement général comprenant l'introduction d'un service de commande en ligne, la création d'une base de données-liste d'adresses de plus de 13.000 entrées, la réalisation d'une nouvelle présentation des publications propre au Centre, et la production des documents en davantage de langues. L'Equipe a également produit ses propres publications en 2000, notamment le tout premier Compte rendu annuel, en anglais, en français, en italien et en espagnol, un catalogue des publications entièrement mis à jour, et une brève brochure d'information.

Site Internet

Le site Internet constitue le principal instrument de communication du Centre et a été totalement redessiné en 2000, devenant plus attrayant et mieux adapté aux usagers. Il est maintenant commandé par une base de données, ce qui permet une mise à jour facile et l'acquisition des publications en ligne. Il est visité en moyenne 7.500 fois par mois. Une des plus grandes nouveautés de l'an 2000 a été la création d'un site *Newsroom* (Salle de Presse) sur Internet, le premier du genre au sein de l'UNICEF. Cela donne aux journalistes l'accès protégé par mot de passe aux communiqués de presse, aux vidéoclips, aux photos et au texte intégral des rapports. Le site *Newsroom* a ouvert en novembre 2000 lors de la présentation de la publication *Les jeunes dans les sociétés en mutation*, et plus de 200 journalistes se sont inscrits jusqu'à ce jour.

6. QUI EST QUI AU CENTRE DE RECHERCHE INNOCENTI

Pour plus de détails, visiter notre site Internet : w.w.w.unicef.icdc.org

Directrice

Santos Pais, Marta : msantospais@unicef.org

Direction

Abegglen, Bernadette, Directrice adjointe et cadre opérationnel : [baleggen@unicef.org](mailto:bableggen@unicef.org)

Benes, Roberto, administrateur de projet : rbenes@unicef.org

Cornia, Giovanni Andrea, directeur de projet : gacornia@unicef.org

Fanfani, Sandra, secrétaire : sfanfani@unicef.org

Lyon, Scott, consultant (projet MEDIN) : slyon@unicef.org

Menchini, Leonardo, consultant (globalisation / VIH/SIDA) : lmenchini@unicef.org

Application des normes internationales

Akehurst, Claire, secrétaire : cakehurst@unicef.org

Cantwell, Nigel, directeur de projet : ncantwell@unicef.org

Farzanegan, Maryam, administratrice de projet : mfarzanegan@unicef.org

Hoffmann, Michael, consultant : mhoffman@unicef.org

Politiques sociales et économiques

Brown, Giorgia, consultante (Pays industrialisés) : gbrown@unicef.org

Fajth, Gaspar, coordinateur du projet MONEE : [gfajth@unicef.org](mailto:gafajth@unicef.org)

Gantcheva, Roumiana, administratrice de projet (TransMONEE) : rgantcheva@unicef.org

Iusco Bruschi, Cinzia, secrétaire : ciusco@unicef.org

Mehrotra, Santosh, économiste principal : smehrotra@unicef.org

Micklewright, John, chef de la section des politiques économiques et sociales :

jmicklewright@unicef.org

Redmond, Gerry, administrateur de projet (Projet MONEE) : gredmond@unicef.org

Suhrcke, Marc, consultant (Projet MONEE) : msuhrcke@unicef.org

Verna, Yvette, secrétaire : yverna@unicef.org

Secrétariat des villes amies des enfants

Corsi, Marco, administrateur de projet : macorsi@unicef.org

Riggio, Eliana, directrice de projet : eriggio@unicef.org

Projet interinstitutionnel sur le travail des enfants

Arena, Bianca, assistante de projet : barena@unicef.org

Rosati, Furio, coordinateur de projet : frosati@unicef.org

Communication

Cibardo, Mickey, secrétaire : **mcibardo@unicef.org**

Faustina, Patrizia, assistante à la communication : **pfaustini@unicef.org**

Hawke, Angela, éditrice : **ahawke@unicef.org**

Leckey, Eve, assistante aux publications : **eleckey@unicef.org**

McCormick, Patrick, chargé de communications : **pmccormick@unicef.org**

Service opérationnel

Aleksic, Ognjen, assistant administratif : **oaleksic@unicef.org**

Brilli, Andrea, cadre administratif : **abrilli@unicef.org**

Capriotti, Luigi, directeur IT : **lcapriotti@unicef.org**

Delaney, Bernadette, adjointe au service du personnel : **bdelaney@unicef.org**

Wyper, Kathy, réceptionniste : **kwyper@unicef.org**

Zecchi, Flora, assistante administrative : **fzecchi@unicef.org**

Août 2001

Centre de recherche Innocenti de l'UNICEF

Piazza SS. Annunziata, 12

50122 Firenze, Italie

Téléphone: +39 055 203 30

Télécopie: +39 055 244 817

E-mail (informations générales): florence@unicef.org

E-mail (commandes de publications): florence.orders@unicef.org

Site internet: www.unicef-icdc.org

ISBN: 88-85401-99-6